PROTCOLE D'ACCORD

ENTRE

La Communauté Urbaine de Bordeaux, représentée par son Président en exercice, Monsieur Vincent FELTESSE, domicilié en cette qualité au siège de ladite communauté Esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux Cedex, dûment habilité à cet effet par la délibération n° /2011 du.....

Ci-après dénommée « la CUB »

ET

La société Compagnie des Moteurs et Transmissions, représentée par son Directeur opérationnel, Monsieur Laurent VENOUX, domiciliée à ZI de la Pointe – Chemin de Casselèvres – BP65116 – 31790 Saint-Jory,

Ci-après dénommée « CMT ».

I – IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

Par marché n°07016R, la CUB a confié à la société CMT un marché relatif à la fourniture de pièces détachées et à la réparation des boîtes de vitesse de marque Allison. Il s'agissait d'un marché à bons de commande d'une durée d'un an reconductible trois fois et avec un montant minimum annuel de commandes fixé à 45 000 € HT.

Le marché a été utilisé pendant quatre années et il apparaît que le seuil minimum contractuel n'a jamais été atteint :

- marché 07061R : la communauté a mandaté 40 579,84 € HT hors révisions soit un delta de 4 420,16 € HT par rapport au montant minimum ;
- marché 08012R : la communauté a mandaté 37 320,75 € HT hors révisions, soit un delta de 7 679,25 € HT par rapport au montant minimum ;
- marché 09017R : la communauté a mandaté 36 785,77 € HT hors révisions, soit un delta de 8 214,23 € HT par rapport au montant minimum ;
- marché 10023Z : la communauté a mandaté 24 228,21 € HT hors révisions, soit un delta de 20 771,79 € HT par rapport au montant minimum.

Au global, il s'avère que le titulaire a subi une perte minimale de chiffre d'affaires de l'ordre de 41 085,43 € HT. Face à ce constat, la société CMT a déposé une réclamation afin d'être indemnisée de ce préjudice.

Au regard de la jurisprudence en la matière (CE, 18 janvier 1991, ville d'Antibes contre SARL Dani), il apparaît que cette dernière a droit au versement d'une indemnité calculée en appliquant sa marge brute à la perte minimale de chiffre d'affaires.

Après vérification par les services communautaires des éléments reçus, il apparaît que la société CMT a droit à bénéficier d'une indemnité d'un montant total de 12 430,65 € HT.

II – IL A ETE EXPRESSEMENT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin à la réclamation de la société CMT portant sur le préjudice subi du fait de la perte de chiffre d'affaires qu'elle a subi.

A cet effet, en application des règles fixées par la jurisprudence administrative et au regard de la marge brute du requérant, il est convenu que la CUB lui verse une indemnité d'un montant de 12 430,65 € HT.

Article 2 : Désistements

En contrepartie du versement des sommes précitées à l'article 2, la société CMT renonce définitivement à toute demande complémentaire d'indemnisation au titre des prestations effectuées pour le compte de la CUB en rapport avec le préjudice subi.

Les parties reconnaissent que le règlement effectué au titre du présent protocole d'accord l'est pour solde de tout compte à quelque titre et pour quelque cause juridique ou financière que ce soit.

En conséquence, et à compter du règlement des sommes mentionnées ci-dessus, la société CMT renonce de manière irrévocable à saisir quelque juridiction que ce soit de tout recours envers la CUB au regard du préjudice subi.

Article 3 : Entrée en vigueur

Le présent protocole d'accord n'entrera en vigueur qu'après visa du contrôle de légalité et fait l'objet d'un affichage au sein de la CUB.

La CUB s'engage à accomplir sans délai les formalités de :

- transmission de la délibération accompagnée du projet de protocole d'accord au contrôle de légalité ;
- signature du protocole d'accord ;
- transmission au contrôle de légalité du protocole d'accord ;
- notification du protocole d'accord à la société CMT.

Article 4: Modalités de paiement

Le mandatement de cette indemnité par la CUB s'effectuera au plus tard 30 jours à compter de la notification du protocole d'accord à la société CMT par la CUB.

Article 5 : Litige

Il est convenu de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux pour tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution du présent protocole d'accord.

Etabli en deux exemplaires originaux

A, *St Jory* le *15/09/2011*

A, le

Pour la société CMT,
Le Directeur opérationnel,
Laurent VENOUX

Pour la CUB,
Le Président,
Vincent FELTESSE

CMT

Compagnie des Moteurs et Transmissions

Ch. de Castellevres - ZI de la Pointe

31790 SAINT JORY

Tél. 05 62 22 99 22

Fax : 05 61 35 92 67